

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/9661*
24 février 1970
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 24 FEVRIER 1970, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT D'ISRAEL AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte de la déclaration ci-jointe faite par Mme Golda Meir, premier ministre d'Israël, à la Knesset, le 23 février 1970, en tant que document officiel de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent d'Israël
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Yosef TEKOAH

* Egalement publié sous la cote A/7955.

DECLARATION FAITE PAR LE PREMIER MINISTRE A LA KNESSET
LE 23 FEVRIER 1970

Membres de la Knesset,

La douleur et la colère emplissent nos coeurs à tous depuis que nous avons reçu, samedi, la terrible nouvelle de l'horrible catastrophe qui a frappé l'avion de la Swissair en route pour Israël et qui a fait quarante-sept morts parmi les passagers et l'équipage.

Les mots nous manquent pour exprimer nos condoléances aux familles en deuil qui ont perdu des êtres chers dans cet accident, qui est sans précédent dans l'histoire de l'aviation civile. Nous partageons la douleur des gouvernements dont les citoyens ont péri au cours de cette catastrophe révoltante.

Tandis que le Gouvernement suisse poursuit son enquête officielle, la conclusion à laquelle on a immédiatement et naturellement abouti dans diverses parties du monde est qu'il s'agit là d'un acte de sabotage commis par des terroristes arabes sans scrupules qui ne font aucun cas de la vie et des valeurs humaines.

Immédiatement après la catastrophe, samedi soir à 19 h 10, Radio-Beyrouth a diffusé un communiqué de l'état-major du Front populaire pour la libération de la Palestine (l'Organisation d'Ahmed Jubril), revendiquant la responsabilité de l'explosion de l'avion de la Swissair. Ce communiqué a également été diffusé par Radio-Amman. Le communiqué de Beyrouth émanait d'Abou Mariam, l'un des principaux dirigeants de l'organisation de Jubril. Une émission en arabe de la BBC, diffusée à Londres le même soir à 22 h 45, citait un porte-parole d'Amman selon lequel l'avion suisse avait explosé parce que le Front populaire pour la libération de la Palestine se proposait de frapper partout. La BBC ajoutait que les autres organisations de feddayin avaient gardé un silence absolu sur l'incident. Par la suite, Abou Jihad qui, d'après les agences de presse, est l'un des dirigeants de cette organisation à Amman, a refusé de démentir ou de confirmer que son organisation était responsable de l'explosion de l'avion, mais a souligné que, la semaine précédente, son organisation avait annoncé officiellement son intention d'attaquer des citoyens israéliens. Il a également signalé qu'à sa connaissance, des experts israéliens se trouvaient à bord de l'avion de la Swissair.

Ce n'est que plusieurs heures plus tard que les organisations terroristes ont commencé à publier des communiqués pour dire qu'elles n'étaient pas responsables de l'acte en question. Ces démentis tardifs n'ont pas infirmé la version acceptée dans les milieux internationaux, à savoir que les organisations terroristes, ou l'une d'entre elles, avaient joué un rôle dans cet acte brutal et meurtrier.

Avant-hier, c'est-à-dire le jour même de la catastrophe de l'avion de la Swissair, une explosion s'est produite sur un avion autrichien faisant route de Francfort vers Vienne et transportant du courrier destiné à Israël. Ce n'est que par miracle que les passagers et l'équipage ont échappé à une mort horrible. La police de l'Allemagne de l'Ouest recherche deux Arabes qui, vendredi matin, ont déposé au bureau de poste de Francfort un paquet contenant un appareil récepteur de radio dans lequel se trouvaient des explosifs. D'après les agences de presse, la commission enquêtant sur les circonstances de l'explosion survenue à bord de l'avion autrichien travaille en étroite coopération avec les autorités suisses qui enquêtent sur la catastrophe de l'avion de la Swissair. Les enquêteurs s'efforcent, notamment, de déterminer si les terroristes ont employé un dispositif de détonation similaire dans les deux attaques.

Une quinzaine de jours plus tôt, des terroristes arabes se sont déchaînés à l'aéroport de Munich, tuant et blessant des passagers innocents qui s'apprêtaient à prendre un avion d'El-Al ainsi que d'autres personnes qui se trouvaient à l'aéroport. Ce n'est que grâce au courage et à la rapidité de l'intervention du commandant de bord et de l'un des passagers, le regretté Arie Katzstein (qui, en se jetant sur la grenade, a sacrifié sa vie pour celle des autres), qu'un véritable massacre a pu être évité. On a dit que les auteurs de ce crime étaient venus de Damas pour exécuter leur dessein.

Une autre bande de terroristes arabes armés, munis de passeports irakiens et jordaniens, a été arrêtée le lendemain à Munich. D'après les autorités locales, ce groupe avait lui aussi des desseins contre la navigation aérienne.

Ce n'est pas la première fois que l'aéroport de Zurich, d'où l'avion de la Swissair avait décollé samedi après-midi, est le théâtre d'incidents dramatiques. Le 18 février 1969, une bande de terroristes arabes a ouvert le feu sur un avion de la compagnie El-Al rempli de passagers qui s'apprêtait à décoller. Les terroristes ont tué un membre de l'équipage et avaient incontestablement l'intention

de mettre le feu à l'avion, avec tous les passagers qui se trouvaient à bord. Grâce au courage de Mordechai Rahamim, l'avion et ses nombreux passagers ont échappé à la catastrophe. Les assaillants, des membres du Front pour la libération de la Palestine, ont été arrêtés. Lorsqu'ils ont été défilés par les organisations terroristes arabes, dans des émissions radiodiffusées, ils se sont mis à menacer le Gouvernement suisse d'actes de représailles. Les terroristes n'étaient pas relâchés. Le 18 février 1969, l'agence Unifrance a signalé d'Amman que le Front populaire pour la libération de la Palestine menaçait de s'en prendre aux intérêts suisses au Moyen-Orient si les terroristes qui avaient attaqué l'avion d'EL-AL à Zurich n'étaient pas libérés. Le Front menaçait de s'attaquer aux avions, aux passagers et aux équipages de la Swissair.

Après qu'un tribunal suisse eut rendu un verdict condamnant les terroristes, l'agence Reuters a signalé, le 21 février de cette année, qu'une organisation menaçait l'Ambassade de Suisse à Beyrouth d'enlever l'Ambassadeur de Suisse. Les terroristes condamnés pour l'attentat de Zurich ne faisaient pas l'objet d'un nouveau procès. Le Gouvernement algérien a critiqué publiquement l'irresponsabilité du Gouvernement suisse de juger les terroristes et, en mars 1969, s'est engagé à verser une caution pour eux. Des représentants d'Etats arabes ont participé, en qualité d'observateurs, au procès de Winthertur. Une délégation de l'Association des juristes arabes ainsi que des délégations d'Etats arabes, dont la Libye, ont rendu visite aux terroristes et cherché à intervenir au procès. D'autres Etats arabes ont également cherché à faire pression sur les autorités judiciaires suisses ainsi que sur le Gouvernement suisse. En décembre 1969, celui-ci a protesté auprès du Gouvernement algérien contre la non-conviction de ce dernier dans le procès.

La série d'actes de piraterie aérienne des organisations terroristes a commencé le 23 juillet 1968, avec le détournement sur Alger d'un avion allant de Rome en Israël, avec tous ses passagers. Pendant cinq semaines, le Gouvernement algérien a gardé les passagers israéliens comme otages. Le Gouvernement algérien, se faisant ainsi complice de l'attentat, a refusé de libérer les passagers, s'est constitué représentant des coupables et a exigé la libération des terroristes arabes en échange de celle des Israéliens. Les propositions

d'organisations internationales tendant à imposer un boycottage et des sanctions ne se sont pas matérialisées. Il est fort possible que l'impuissance dont a fait preuve alors la communauté internationale ait encouragé les terroristes à poursuivre leurs attaques criminelles contre la navigation aérienne internationale.

Le 26 décembre 1968, un avion d'El-Al a été attaqué à Athènes et un passager israélien a été tué par des terroristes arabes membres du Front populaire. Deux des assaillants ont été appréhendés et emprisonnés. Quatorze mois après leur attentat criminel, ils ne sont toujours pas passés en jugement.

Le 29 août 1969, un avion de la TWA, qui se dirigeait de Rome vers Tel-Aviv a été détourné par des membres du Front populaire. L'avion a été contraint d'atterrir à Damas. Après l'atterrissage, une charge d'explosif, placée dans l'avion par les terroristes pendant le vol, a fait explosion. Le Gouvernement syrien a emprisonné les passagers israéliens et relâché les coupables. Le 23 octobre 1969, la radio du Caire a annoncé que les deux pirates de l'air avaient quitté la Syrie pour rejoindre leurs unités en Jordanie. Deux des Israéliens kidnappés, le Pr Shlomo Samueloff et M. Salah Muallem, ont été gardés prisonniers pendant plus de trois mois par le Gouvernement syrien, qui exigeait en échange la libération de terroristes arabes. Le 8 septembre 1969, des grenades ont été lancées sur les bureaux d'El-Al à Bruxelles. Le 27 novembre 1969, les bureaux d'El-Al à Athènes ont été attaqués à la grenade. Le 12 décembre 1969, on a découvert dans les bureaux d'El-Al à Berlin une bombe qui n'avait pas explosé. Le 21 décembre 1969, trois Libanais qui avaient projeté de détourner un avion de la TWA ont été arrêtés à Athènes.

Ces incidents font partie du régime de meurtres et de carnage auquel les organisations terroristes arabes soumettent l'aviation civile internationale dans le monde entier. Cette fièvre d'attaques contre l'aviation civile s'est récemment étendue à diverses parties du globe. Mais ailleurs on a affaire à des déséquilibres dont les actes de piraterie aérienne peuvent s'expliquer par un état d'instabilité affective ou par d'autres causes alors que les organisations terroristes arabes sont les seules qui opèrent dans ce domaine en tant que groupes organisés et que les gouvernements arabes sont les seuls au monde à accorder encouragement, immunité

et protection à ces criminels et à leurs crimes. Qui plus est, les activités des organisations terroristes ne visent pas seulement à détourner les avions et leurs passagers mais aussi à tuer les passagers et les équipages. Dans leurs actes de sabotage, les terroristes attaquent les avions de diverses compagnies aériennes et les ressortissants de divers Etats. Ces organisations terroristes agissent à partir du territoire des Etats arabes, où se trouvent leurs états-majors. C'est dans ces Etats que sont situées leurs bases, d'où partent leurs missions et où elles retournent. Ce sont les pays arabes qui leur fournissent des armes et un appui financier. Leurs émissions radiophoniques, y compris les déclarations annonçant leurs "magnifiques" exploits, sont diffusées à partir des Etats arabes. Tout cela, en violation des principes de la morale et du droit international. Le Président égyptien lui-même atteste les liens étroits qui existent entre les organisations terroristes et les gouvernements arabes. Dans son discours du 23 juillet 1969, transmis par Radio Le Caire, Nasser a déclaré : "Pour notre part, nous leur fournissons tout ce que nous avons, dans le domaine militaire, politique et technique. Nous continuerons de le faire sans nous soucier du prix et sans réserve".

Lorsque, sur l'initiative du Gouvernement des Pays-Bas, la question de la piraterie aérienne a été soulevée à la dernière session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, trente Etats ont présenté un projet de résolution dans lequel ils faisaient appel à toutes les nations pour qu'elles prennent des mesures légales contre les actes visant à troubler la circulation aérienne et pour qu'elles poursuivent les auteurs de ces actes. Les Etats arabes et les Soviétiques n'ont pas appuyé la résolution adoptée par l'Assemblée.

Malgré toutes les manifestations de colère et de mécontentement qui se sont fait entendre dans toutes les parties du monde, la communauté internationale n'a pas encore pris de mesures concrètes pour mettre fin aux menées des terroristes arabes contre l'aviation civile et la sécurité des passagers, et des équipages et des aéronefs. Si des mesures efficaces avaient été prises, aussitôt que possible, contre les violences des terroristes, la terrible détérioration qui s'est produite aurait pu être évitée. Il n'y a plus aucun doute possible : la liberté de

/...

l'aviation civile doit être universelle. Elle est indivisible. Les terroristes n'auront ni scrupules ni limites; si les Etats du monde ne répriment pas le terrorisme, le terrorisme détruira l'aviation civile. Que faut-il qu'il arrive encore pour que les gouvernements, les compagnies aériennes, les associations de pilotes et autres organisations internationales prennent des mesures efficaces et concrètes pour mettre fin au terrorisme arabe qui fait rage dans le monde entier?

Nous sommes persuadés que la communauté internationale a les moyens de mettre fin à la piraterie aérienne et au terrorisme aérien en prenant des mesures concrètes contre les organisations terroristes, leurs agents et ceux qui les aident, ainsi que contre les Etats arabes d'où ils viennent et à l'intérieur desquels ils opèrent, sur le territoire desquels ils s'entraînent et dont les gouvernements leur fournissent des armes et des fonds et leur donnent asile. Cependant, les avions des compagnies aériennes internationales continuent de desservir ces mêmes capitales arabes qui abritent les états-majors et les bases des organisations terroristes.

Israël n'acceptera aucune immixtion dans ses routes aériennes et fera tout ce qui est en son pouvoir pour les protéger. Si nous adressons un appel à la communauté internationale pour lui demander d'agir, c'est à la fois parce que nous avons le devoir de protéger la vie de nos citoyens et les routes aériennes de notre pays et parce que nous appartenons à la communauté des nations. Nous en appelons aux nations du monde et aux organisations internationales intéressées dans l'espoir qu'elles prendront maintenant des mesures concrètes et efficaces. Quoi qu'il en soit, nous voulons que toutes les lignes aériennes des pays du Moyen-Orient puissent fonctionner sans entrave. Nous voulons que chaque avion, avec tous ses passagers, quelle que soit la compagnie à laquelle il appartienne, puisse décoller et atterrir sans entrave dans tous les Etats de notre région.

Mais cette règle doit s'appliquer à tous. Israël n'acceptera pas d'être le seul auquel cette règle ne s'applique pas.
